

je me lèverais en ce moment, pour remercier cordialement les honorables députés qui, de toutes parts dans cette enceinte au cours de la présente discussion, ont prononcé des paroles si bienveillantes à mon égard. J'apprécie beaucoup ce témoignage de leur bon vouloir, et je les remercie tous chaleureusement et avec reconnaissance.

Quant à la discussion du budget, on a déjà parlé si longuement de ce côté-ci de la Chambre, au sujet des objections qui avaient été soulevées et le champ en a été si bien couvert, dans le magnifique discours prononcé aujourd'hui par le premier ministre (M. Mackenzie King), que je ne serais vraiment pas excusable de revenir longuement sur le sujet.

Je n'en ai nulle intention. Je désire être bref, mais il est certains points, principalement dans les discours de l'ex-ministre des Finances (sir Henry Drayton) et de l'ex-premier ministre le leader actuel de l'opposition (M. Meighen), auxquels j'aimerais faire allusion. Mais je promets à mes honorables amis que je ne les retiendrai pas très longtemps.

Les critiques faites par mon honorable ami de York-Ouest (sir Henry Drayton) ont été plutôt bienveillantes, et non pas de nature à me déplaire ni à offenser d'autres. J'ai donc peu à lui reprocher. Il a dit que j'étais trop modéré dans mes prévisions au sujet du revenu pour le prochain exercice. Eh bien, il est possible que je l'aie été; cependant, mon honorable ami ne pense-t-il pas comme moi qu'il vaut mieux, dans l'estimation des recettes, être modéré que de tomber dans l'excès contraire? Il me semble que c'est plus sage.

Mainte et mainte fois, dans son discours, mon honorable ami a prétendu que nous aurions dû nous munir,—je crois que c'est l'expression dont il s'est servi,—dans nos relations avec la France, avec les Etats-Unis, dans toutes nos relations commerciales étrangères, en relevant considérablement notre tarif, afin que, comme ils disent, nous eussions de quoi trafiquer. Je ne sache pas que ce soit là un procédé de bon aloi, mais je crois avoir raison de dire que si mes honorables amis croyaient en l'efficacité de ce procédé, comment se fait-il qu'ils ne l'aient pas mis en pratique, lorsqu'ils étaient eux-mêmes au pouvoir. Mon honorable ami n'a pas été à la direction des affaires pendant plusieurs années, mais il y a eu une couple de sessions pendant lesquelles il eût pu établir un tarif élevé, s'il l'eût désiré; mais il n'en a rien fait. Il a maintenu l'ancien tarif. Mon honorable ami le leader de l'opposition a fait un raisonnement semblable. Pourquoi ne nous sommes-nous pas munis, pourquoi n'avons-nous pas haussé le tarif avant d'être allés en France, avant de nous adresser aux Etats-Unis? Je

[L'hon. M. Fielding.]

crois pouvoir signaler le fait que les honorables députés de l'opposition n'en ont rien fait eux-mêmes lorsqu'ils en ont eu l'occasion.

Comment se fait-il que ce n'est que depuis qu'ils ne sont plus en fonctions qu'ils ont découvert que c'était un sain principe? Je me souviens de l'histoire de deux marchands de campagne qui s'occupaient du commerce de la farine. Un client entre au magasin de Jones et lui dit: "Combien demandez-vous pour la farine aujourd'hui?" Et Jones de répondre: "Dix dollars." "Oh, dit le client, c'est très cher; je ne puis payer cela." Jones lui dit: "Non, mais ce prix est raisonnable." "Eh bien," dit le client, "M. Smith demande \$9.50 pour la farine." "Alors", répond Jones, "je crains que vous n'ayez à l'acheter de Smith." Et le client riposte: "Oui, mais Smith n'a pas de farine en ce moment." Lorsque Smith n'avait plus de farine, il abaissait ses prix; lorsque nos honorables amis ne sont plus en fonctions, ils nous prêchent ce qu'ils auraient fait s'ils avaient été au pouvoir. Mais il me semble que le fait que nos honorables amis ne s'en sont pas occupés, lorsqu'ils en ont eu l'occasion, est la meilleure réponse au principe qu'ils préconisent aujourd'hui. Mon honorable ami de York-Ouest (sir Henry Drayton) insiste pour ce principe, non seulement au sujet de la France, mais des Etats-Unis également. Il nous dit à maintes reprises que si nous tenons à entrer en relations commerciales avec les Etats-Unis, il nous faut une base d'affaires. Il appuie sur ce principe, et il ne veut "ni troc ni commerce avec les Yankees". En voilà la substance. Mais peu de temps après qu'il eut prononcé un discours à ce sujet, l'honorable député de Halton (M. Anderson) lui demandait soudainement: "Pourquoi le Gouvernement actuel ne réduit-il pas les droits? Pourquoi ne réduit-il pas les droits sur les automobiles?" Lequel de ces deux principes le conservateur a-t-il adopté aujourd'hui? Est-ce mon honorable ami de York-Ouest, qui veut élever le tarif contre les Américains, ou est-ce mon honorable ami de Halton, qui veut réduire le tarif sur les automobiles? Je crois avoir droit de demander à l'honorable député lequel de ces deux principes est le bon. Mon honorable ami de York-Ouest nous a fait une véritable conférence sur les pommes de terre. Je ne crois pas qu'il y ait un point de son examen qu'il ait traité plus longuement que les pommes de terre. J'y veux faire allusion, premièrement, parce qu'il considère que c'est un sujet important, et secondement, parce que c'est un incident amusant. L'article est ainsi conçu:

Les pommes de terre importées d'un pays qui frappe d'un droit de douane les pommes de terre canadiennes, le cent livres, préférence britannique, 20c.; intermédiaire, 35c.; tarif général, 35c.